

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 09 juin 2022
(Convocation du 02 juin 2022)

Aujourd'hui, le 09 juin 2022 à 09h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	5
• Voix	5
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 14.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
• Nombre	5	
• Voix	5	
Contre		
• Nombre	0	
• Voix	0	
Abstention		
• Nombre	0	
• Voix	0	

Etaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban

Etaient excusés et avaient donné procuration :Etaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Gérard Castet, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente



OBJET : Commande publique - Administration finances - Moyens généraux - Marché public de service d'assurances - Programme d'assurance 2023-2026 et signature des marchés

Exposé des motifs :

Conformément aux dispositions du décret 98-111 du 27 février 1998 soumettant la passation des contrats d'assurance au code des marchés publics, le bureau a attribué, lors de sa séance du 17 décembre 2018 des marchés portant sur l'ensemble des contrats d'assurance de l'Institution Adour, allotis comme suit :

- lot n° 1 : "Assurance des dommages aux biens et des risques annexes",
- lot n° 2 : "Assurance des responsabilités et des risques annexes",
- lot n° 3 : "Assurance des véhicules et des risques annexes",
- lot n° 4 : "Protection juridique de la collectivité et protection fonctionnelle agents/élus",
- lot n° 5 : "Assurance des prestations statutaires",

Ces marchés arrivant à échéance le 31 décembre 2022, l'Institution Adour a conclu un marché sans formalités préalables avec la société ARIMA, conseil en assurances des collectivités territoriales, afin de faire réaliser une mission d'audit des contrats et de conseil sur le nouveau programme d'assurance qui devra être mis en place au 1^{er} janvier 2023.

Aux termes de son diagnostic, la société ARIMA préconise le lancement d'une consultation, sous la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert européen (*en application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique*) compte tenu du montant global des primes estimés à 265 000 €, pour les lots suivants :

- lot n° 1 : « Assurance des dommages aux biens et des risques annexes »,
- lot n° 2 : « Assurance des responsabilités et des risques annexes »,
- lot n° 3 : « Assurance des véhicules à moteur et des risques annexes »,
- lot n° 4 : « Assurance de la protection juridique de la collectivité »,
- lot n° 5 : « Assurance de la protection fonctionnelle des agents et des élus »,
- lot n° 6 : « Assurance des prestations statutaires ».

Le terme définitif des marchés préconisé est fixé au 31 décembre 2026, chacune des parties conservant un droit de résiliation annuelle.

Dans un contexte où l'environnement économique de l'assurance génère une raréfaction des offres, il est en effet apparu préférable d'introduire une durée longue, adaptée à la nature du marché de l'assurance. Cela permettrait ainsi de protéger les intérêts financiers de l'Institution Adour, dans la mesure où elle aura la maîtrise du moment techniquement le plus opportun pour relancer une consultation après analyse, par exemple, de ses résultats en termes de sinistralité et des possibilités d'obtenir des taux compétitifs sur le marché de l'assurance.

Enfin, compte tenu du contexte général du marché de l'assurance rappelé ci-dessus, l'Institution Adour peut se trouver confrontée à une procédure dont les résultats se révéleront infructueux.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique et notamment ses articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5,

Considérant que les marchés de services d'assurance conclus par l'Institution Adour arrivent à échéance le 31 décembre 2022,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder, pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2026, au lancement d'un appel d'offres ouvert portant sur le nouveau programme d'assurance, constitué des lots suivants :

- lot n° 1 : « Assurance des dommages aux biens et des risques annexes »,
- lot n° 2 : « Assurance des responsabilités et des risques annexes »,
- lot n° 3 : « Assurance des véhicules à moteur et des risques annexes »,



- lot n° 4 : « Assurance de la protection juridique de la collectivité »,
- lot n° 5 : « Assurance de la protection fonctionnelle des agents et des élus »,
- lot n° 6 : « Assurance des prestations statutaires ».

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'arrêter le programme d'assurance tel que défini ci-dessus,
- d'autoriser le président à signer les marchés et contrats à intervenir, y compris les marchés négociés éventuels dans le cas où la commission d'appel d'offres déciderait de déclarer la procédure infructueuse et émettrait un avis favorable à sa relance sous la forme négociée, dans la limite d'un montant maximum de 265 000 € HT,
- de préciser que la dépense en résultant sera imputée au chapitre 011 (charges à caractère général), article 6161 (primes d'assurances) du budget,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 09 juin 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE